

REPUBLIQUE DU TCHAD

\*\*\*\*

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

\*\*\*\*

Secrétariat Général

\*\*\*\*

Cellule de Lutte contre le VIH/SIDA

UNITE TRAVAIL-PROGRES

*Documents de préparation  
du PLAN SECTORIEL DE LUTTE CONTRE LE VIH/SIDA  
dans le secteur de l'éducation*

## **ORIENTATIONS STRATEGIQUE DE LA REPOSE NATIONALE AU VIH SIDA**

Les différents documents de planification, qui ont guidé la lutte contre le SIDA au Tchad, depuis la reconnaissance du problème sur le sol national, ont essayé d'affronter une problématique à la lueur des perceptions du moment. Ainsi, un plan à court terme a su répondre à une situation d'urgence en 1988 – 1989, un plan à moyen terme 1 (1989-1994) a pris en compte une vision médico sanitaire, un plan à moyen terme de deuxième génération (1995 – 1998) a tenté de faire face aux multiples facettes des implications de l'épidémie. Il a toutefois fallu attendre 1998 pour le développement d'une approche de planification dynamique, susceptible de contourner la dynamique de l'épidémie et réduire du même coup son expansion et ses impacts sur l'individu, la famille, la communauté.

Le plan stratégique national 1999-2003 a donc été dans ses grandes lignes et orientations le cadre stratégique autour duquel s'est développé l'ensemble des interventions pour cette période 1999-2003. Dans la même logique de cadre consensuel répondant à la problématique actuelle et future, mais aussi inspirant des approches souples, adaptables à des situations complexes et en perpétuels changements, le présent cadre stratégique se propose d'offrir à la lutte un environnement adéquat.

### **1. POLITIQUE NATIONALE**

#### **2. PRINCIPES DIRECTEURS**

Avec la mise en œuvre progressive d'un plan à court terme (1988 - 1989), de deux plans à moyen terme (1989 - 1998), d'un plan stratégique national (1999 -2003), le Tchad a considérablement évolué dans la maîtrise de la dynamique de l'infection, de ses impacts et surtout de ses tendances actuelles et futures.

Ceci s'inscrit dans une logique « **avec ou sans interventions** ». L'option "**guerre totale**", sur tout le sol national, avec des interventions ciblant particulièrement la vulnérabilité à l'infection, ayant été retenue, un certain nombre de principes directeurs, sur la base de réflexions et de choix régionaux, ont été identifiés à titre "d'à priori" à la lutte. Ils inspireront tant les domaines et stratégies prioritaires que les interventions / activités :

1. Promouvoir et renforcer la décentralisation pour une couverture nationale ;
2. Renforcer l'approche genre;
3. Garantir la participation des personnes infectées et/ou affectées par le VIH/SIDA à la réponse nationale;

4. Promouvoir l'équité dans l'accès aux soins et aux services de prévention et de soutien ;
5. Mettre en œuvre des programmes et services qui respectent les us et coutumes du pays ;
6. Mobiliser plus de ressources en faveur de de la lutte contre le SIDA ;
7. promouvoir et renforcer le partenariat entre tous les acteurs de la lutte contre le sida ;

#### 4. BUT ET IMPACTS ATTENDUS DE LA REPONSE NATIONALE

<b>But:</b>	<b>Réduire la transmission du VIH et l'impact du SIDA au Tchad</b>	
<b>Indicateurs d'impact</b>	<b>Base</b>	<b>Résultats chiffrés</b>
	<b>Année:2004</b>	<b>Année:2009</b>
1. Séro prévalence dans la population de moins de 25 ans	<b>8%</b>	<b>&lt;5%</b>
2. % d'hospitalisation due au SIDA	<b>22%</b>	<b>&lt;10%</b>
3. Taux de transmission du VIH de la mère à l'enfant	<b>35%</b>	<b>&lt;20%</b>
4. % d'orphelins du SIDA de 10-15 ans qui vont à l'école	<b>Pas de données</b>	<b>10% par an</b>

## 5 AXES STRATEGIQUES ET OBJECTIFS GENERAUX

Axes stratégiques	Objectifs généraux
<b>1. Prévention de la propagation du VIH et des IST</b>	1. Amener 90% des GVP à Connaître les IST/VIH/SIDA et leurs modes de transmission et de prévention
	2. Amener au moins 60% des GVP ayant des comportements à risques à se protéger
	3. Amener au moins 40% des GVP à se faire dépister et conseiller pour le SIDA
	4. Assurer le soutien socio économique aux OEV et aux veuves du SIDA fréquentant les services sociaux et communautaires selon les normes nationales
<b>2. Gestion et coordination de la réponse nationale au VIH/SIDA</b>	5. Renforcer la coordination nationale et régionale de la réponse au VIH/SIDA
	6. Renforcer le partenariat national et international pour l'exécution des plans opérationnels à tous les niveaux
	7. Promouvoir un environnement favorable à la lutte
	8. Mettre en place un mécanisme intégré de suivi évaluation des plans opérationnels

## 6. OBJECTIFS GENERAUX ET RESULTATS ATTENDUS PAR AXE STRATEGIQUE

Les objectifs généraux et les résultats attendus sont donnés de la page 54 à la page 76. Le cadre de suivi de l'atteinte de ces résultats est également présenté

### MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

Le Tchad comme d'autres pays africains ont tardé à comprendre que l'épidémie du VIH/SIDA n'était pas qu'un problème de santé, mais qu'elle avait également des conséquences dans les domaines de l'éducation et du développement. Pour une majorité d'enfants orphelins ou dont les parents sont porteurs du VIH, la maladie réduit les chances d'aller à l'école. Parallèlement, le nombre de malades ou de morts dans le corps enseignant peut atteindre un niveau très alarmant, par conséquent la gestion même du système éducatif peut être problématique. Certes, l'imprécision des données sur le nombre des victimes, notamment des enseignants et élèves décédés chaque année à cause du SIDA et sur le nombre de journées d'absence pose

d'énormes problèmes pour apprécier l'impact du VIH/SIDA dans le secteur éducatif. Il n'est pas, en effet, facile de collecter des données sur un sujet aussi délicat, comme il est difficile de connaître le nombre d'élèves qui ont abandonné les classes parce que leurs parents sont affectés ou décédés de suite de l'épidémie du SIDA.

La situation épidémiologique du VIH/SIDA devient de plus en plus préoccupante en milieu scolaire tchadien.

Si au niveau des élèves, des étudiants et des enseignants, des données précises ne sont pas disponibles, en revanche chez leurs partenaires on dispose de certains chiffres quoique limités, qui donnent des indications sur l'ampleur de l'infection à VIH au sein de ces groupes. En effet, La séroprévalence du VIH selon les professions des maris chez les femmes ayant fréquenté la CPN en 2000 est de 6,04% pour les épouses des élèves, de 1,21% pour les femmes des étudiants et de 8,19% pour les épouses des fonctionnaires.

### **Cartographie du Ministère de l'Education Nationale**

*Au niveau central*, on a : les directions centrales comme indiqué plus haut.

*Au niveau départemental*, on a : les délégations départementales de l'éducation nationale (DDEN), qui sont au nombre de 51 (Décret N°496/PR/PM/MEN/2004 du 15 octobre 2004).

*Au niveau périphérique*, on a :

- 129 inspections de l'enseignement de base ;
- 51 inspections de l'enseignement secondaire ;
- 2873 centres d'alphabétisation et d'éducation permanente ;
- 29 centres d'éducation féminine ;
- 4028 écoles élémentaires ;
- 12 centres d'apprentissage
- 7 écoles normales d'Instituteurs
- 322 établissements d'enseignement secondaire.

Au total, on comptait :

- **4028** écoles primaires en fin 2001.
- **322** établissements secondaires en fin 2001.

**Remarque : 84%** des enseignants du secondaire ont entre 20 et 34 ans ; d'où une vulnérabilité plus accrue au VIH/SIDA (Jeunesse du corps enseignants). Aussi, 42% des enseignants du secondaire n'ont aucun diplôme professionnel.

Le taux brut de scolarisation est de 75,4% (91,5% pour les garçons et 58,9% pour les filles). Le taux d'analphabétisme chez les adultes de plus de 15 ans qui est de 86,5 %.

Avec près de vingt mille (20000) enseignants du primaire et du secondaire et près de 700 enseignants du supérieur, le personnel du secteur éducation est le plus important

de la fonction publique tchadienne. En ajoutant à ce chiffre celui des élèves et étudiants, il représente près de 15% de la population tchadienne.

#### Mission du Ministère de l'éducation Nationale dans le cadre de la lutte contre le SIDA

Le secteur de l'éducation dispose d'un plan d'action de lutte contre le VIH/SIDA. Cependant, ce plan ne se limite qu'aux activités dites essentielles pour briser les déterminants de la vulnérabilité des élèves, étudiants et enseignants. Il ne couvre pas tous les domaines d'impact et tous les sujets de préoccupation.

Ce programme dispose d'une composante IEC/jeunes qui organise généralement des sessions de sensibilisation grand public. Le Plan d'Action de l'Education s'adresse aux jeunes en milieu scolaire, aux enseignants et aux personnels administratifs. Il s'articule autour des axes suivants :

Le Ministère de l'Education Nationale a pour mandat d'assurer la prévention du SIDA en milieu scolaire par l'introduction de l'enseignement du SIDA dans le curriculum et la lutte contre le SIDA dans la mise en œuvre des activités péri et para-scolaires.

A cet effet, il est aidé par un noyau mis en place en son sein dont les termes de référence sont les suivants :

- La formation/information du personnel au niveau central et déconcentré ;
- La création des Sections Locales de Lutte contre le SIDA dans les DDEN et « barrières naturelles jeunes anti-SIDA » dans les établissements d'enseignement ;
- L'organisation des caravanes des jeunes ;
- L'édition, la multiplication et la diffusion des livrets, guides et autres documents à titre de supports ;
- La promotion du dépistage volontaire en milieu scolaire et chez les enseignants ;
- La contribution à la réalisation d'enquêtes/études aux besoins ;
- Le soutien/orientation des élèves/enseignants vivant et/ou malades du VIH ;
- La formulation et la mise en œuvre d'un projet qui couvre globalement l'ensemble des prestations dans le cadre de la lutte contre le SIDA ;
- La promotion de Recherches/Etudes ;
- Les Conférences débats ;
- L'assurance de la concertation/harmonisation avec les autres acteurs/partenaires ;
- Etc.

Dans le cadre de la multisectorialité développée par le PMT2 et le Plan Stratégique National de la lutte contre le VI/SIDA/IST, le Ministère de l'Education Nationale étant retenu comme Ministère Chef de File et Composante du Projet Population et

Lutte contre le SIDA (PPLS) a, par Arrêté N° 165 /MEN/SE/DG/2002, réorganisé la structure De la Cellule de Lutte contre le SIDA créé en son sein. L'objectif de cette réorganisation est, d'une part, de restructurer la Cellule et, d'autre part, de la rendre plus dynamique par rapport à la mission qui lui est assignée.

La stratégie adoptée par la Cellule insiste sur une intervention urgente orientée essentiellement vers deux axes.

- Le premier vise les activités de prévention avec la mise en œuvre des activités dites essentielles au profit direct des groupes-cibles (élèves, étudiants, enseignants, personnels des services administratifs...).
- Le second axe vise le plaidoyer à travers des activités dites connexes (les AC sont les activités nécessaires pour contourner les obstacles à la qualité de la réponse et à une couverture totale des groupes-cibles). Les activités connexes s'adressent à toutes les autorités concernées par l'éducation ainsi que les partenaires du système éducatif (Parents, ONG, Associations, Coopérations bilatérales et multilatérales).

### **Rôle des enseignants dans la lutte contre le VIH/SIDA**

La situation épidémiologique du VIH/SIDA devient de plus en plus préoccupante en milieu scolaire tchadien.

Si au niveau des élèves, des étudiants et des enseignants, des données précises ne sont pas disponibles, en revanche chez leurs partenaires on dispose de certains chiffres quoique limités, qui donnent des indications sur l'ampleur de l'infection à VIH au sein de ces groupes. En effet, La séroprévalence du VIH selon les professions des maris chez les femmes ayant fréquenté la CPN en 2000 est de 6,04% pour les épouses des élèves, de 1,21% pour les femmes des étudiants et de 8,19% pour les épouses des fonctionnaires. Cette prévalence témoigne bien de la dissémination du VIH chez les élèves, les étudiants et les enseignants (en tant que fonctionnaires) et fait de ceux-ci des groupes potentiellement vulnérables.

Les enseignants constituent l'effectif le plus important de la fonction publique. Ne pas se préoccuper de leur protection contre le VIH, c'est contribué à leur disparition. C'est pourquoi, le rôle premier des enseignants est :

- D'engager une réflexion approfondie, afin d'identifier les différents facteurs de vulnérabilité à l'infection au VIH (déterminants sociaux, économiques, culturels, éducatifs...) des enseignants, des élèves et des étudiants ;
- Mettre en place un cadre de lutte contre le VIH/SIDA pour les enseignants, élèves et étudiants afin de promouvoir l'éducation par pairs pour un changement de comportement ;

- Identifier les contraintes culturelles favorables ou constituant des obstacles à la lutte contre le VIH/SIDA aussi bien dans le milieu scolaire que dans la communauté ;
- Participer à l'éducation à la prévention du VIH/SIDA.

### **Particularités du secteur éducation**

Le secteur éducation joue un rôle primordial dans le développement socioéconomique car il contribue à la socialisation des enfants/jeunes et forme les élites du pays. Il est l'un des secteurs sociaux les plus vulnérables au VIH/SIDA, en ce sens que les jeunes (élèves) constituent le groupe cible de la population le plus exposé et le plus vulnérable. C'est aussi, un secteur qui a un rôle important à jouer dans la lutte contre le VIH/SIDA notamment dans le domaine de la prévention. Aussi, vu la mission du secteur (former, éduquer etc.), c'est un secteur où les interventions sont relativement plus faciles. En plus il est bien structuré, accessible et réceptif aux activités de lutte contre le VIH/SIDA.

Pour développer les activités prévues dans le cadre de sa mission, la Cellule a élaboré un plan d'action pour la période 2002-2006 pris en charge par le Projet Population et Lutte contre le SIDA. L'exécution du plan d'action de l'année 2002 n'est effective qu'à partir du mois de juin 2002. La Cellule de Lutte contre le VIH/SIDA du Ministère de l'Education Nationale développe des interventions qui s'articule autour de :

- La prévention du VIH/SIDA en milieu scolaire ;
- L'élaboration des outils de prévention destinés aux élèves du primaire, du secondaire et des enseignants. La stratégie consiste en la formation des enseignants sur la problématique du VIH/SIDA, l'utilisation des outils pédagogiques, et surtout leur rôle dans la prévention de ce fléau ;

### **Bénéficiaires des activités du secteur**

Conformément aux missions du système éducatif, c'est la nation toute entière qui bénéficie des retombées de l'éducation. Cependant, une attention particulière est accordée à la protection des jeunes scolarisés et surtout les filles dont la vulnérabilité est plus élevée. L'éducation de base non formelle (alphabétisation). Les modules de formation des enseignants dans les Ecoles Normales ont été révisés

### **Acquis**

- Production et distribution d'outils pédagogiques de prévention du VIH/SIDA en milieu scolaire ;
- Mise en place des clubs de santé dans les établissements scolaires ;
- Formation des formateurs et agents administratifs ;

- Mise en place des pools de formateurs dans les Délégations Départementales de l'Education Nationale ;
- Enseignement de la prévention du VIH/SIDA en milieu scolaire rendu obligatoire ;
- Enseignement des modules sur le VIH/SIDA dans les Ecoles et Instituts de formation ;
- Education à la vie dans les écoles chrétiennes

### **Insuffisances**

- Insuffisance d'outils pédagogiques de prévention destinés aux élèves et aux enseignants ;
- Insuffisances des formateurs ;
- Insuffisances des ressources financières

### **Besoins**

- Généralisation de l'enseignement du VIH/SIDA dans les écoles primaires et secondaires
- Renforcement des capacités des sections locales de lutte contre le SIDA dans les Délégations Départementales ;
- Extension des clubs de santé dans tous les établissements scolaires
- Implication des parents d'élèves dans l'éducation sur le VIH/SIDA
- Formation des enseignants à la mise en œuvre du programme d'enseignement de la prévention du VIH/SIDA/IST en milieu scolaire

## **ACTIVITES PREVUES POUR LES TROIS (3) PROCHAINES ANNEES**

- Généraliser de l'enseignement du VIH/SIDA dans les écoles primaires et secondaires
- Former des enseignants à la mise en œuvre du programme d'enseignement de la prévention du VIH/SIDA/IST en milieu scolaire
- Renforcer des capacités des sections locales de lutte contre le SIDA dans les Délégations Départementales en vue d'une décentralisation effective de lutte qui tienne compte des réalités socioculturelles de chaque région ; ;
- Etendre les clubs de santé dans tous les établissements scolaires
- Impliquer les parents d'élèves dans l'éducation sur le VIH/SIDA à travers l'APE ;



AXE STRATEGIQUE I: PREVENTION DE LA PROPAGATION DU VIH ET DES IST							Cadre de suivi de l'atteinte des résultats			
Objectif: 1 Amener 90% des élèves et enseignant(e)s à connaître les IST et le VIH/SIDA et leurs modes de transmission et de prévention										
Indicateurs clés de résultats		Année de base (2004)	Résultats ciblés par année					Sources et moyens de vérification	Fréquence de collecte	Responsable
			1	2	3	4	5			
1	% de GVP capables de décrire correctement deux modes de prévention du VIH et des IST et qui rejettent les fausses idées concernant les modes de transmission et les PVVIH	ND <sup>1</sup>	40 %	60 %	80 %			Rapports des activités et mission d'évaluation	Chaque année	Cellule de Lutte contre le SIDA
	• Niveau national		40 %	60 %	80 %				idem	idem
	• Niveau régional		40 %	60 %	80 %				idem	idem
2	% de GVP couverts par les interventions IEC	ND	60 %	80 %	85 %				idem	idem
	• Niveau national		60 %	80 %	85 %				idem	idem

<sup>1</sup> ND: non disponible

	• Niveau régional		60 %	80 %	85 %				idem	idem
3	% d'organisations de la société civile impliquées dans la mise en oeuvre du plan multisectoriel								idem	idem
	• Niveau national	15	20	30	35				idem	idem
	• Niveau régional	20	30	45	50				idem	idem
4	% de société privées impliquées dans la mise en oeuvre du plan multisectoriel									
	• Niveau national									
	• Niveau régional									

### Groupes vulnérables prioritaires (GVP)

1. Jeunes en milieu scolaire
2. Enseignants
3. Personnel administratif

### Critères de performance des interventions

- Conformité avec priorités du CSN
- Stratégies nationales adaptées
- Couverture des cibles
- Participation des bénéficiaires

- Couverture géographique
- Estimation de coûts réaliste
- Complémentarité avec d'autres interventions
- Travail en réseau

AXE STRATEGIQUE I: PREVENTION DE LA PROPAGATION DU VIH ET DES IST							Cadre de suivi de l'atteinte des résultats			
Objectif: 2 Amener au moins 60% des élèves et enseignant(e)s ayant des comportements à risque à se protéger										
Indicateurs clés de résultats		Année de base (2004)	Résultats ciblés par année					Sources et moyens de vérification	Fréquence de collecte	Responsable
			1	2	3	4	5			
1	% de personnel GVP déclarant utiliser les préservatifs lors de rapports sexuels avec des partenaires autres que leurs époux (ses)	<i>Nd<sup>2</sup></i>	20 %	30 %	40 %			Rapports des activités et mission d'évaluation Enquêtes	Chaque année	Cellule de Lutte contre le SIDA
	• Niveau national	<i>Nd<sup>3</sup></i>	20 %	30 %	40 %					
	• Niveau régional	<i>Nd<sup>4</sup></i>	20 %	30 %	40 %					

---

<sup>2</sup> idem

<sup>3</sup> idem

<sup>4</sup> idem

AXE STRATEGIQUE I: PREVENTION DE LA PROPAGATION DU VIH ET DES IST							Cadre de suivi de l'atteinte des résultats			
Objectif: 6 Amener au moins 40% des élèves et enseignant(e)s à se faire dépister et conseiller pour le VIH/SIDA										
Indicateurs clés de résultats		Année de base (2004)	Résultats ciblés par année					Sources et moyens de vérification	Fréquence de collecte	Responsable
			1	2	3	4	5			
1	% de GVP dépistés pour le VIH (Hommes et Femmes)	ND	10 %	15 %	25 %					
	• Niveau national		10 %	15 %	25 %					
	• Niveau régional		10 %	15 %	25 %					

### Services Conseil Dépistage Volontaire

- Publics
- Privés
- Confessionnels
- Communautaires

### Critères d'opérationnalité

1. Conformité avec le document de stratégie
2. Local adapté
3. Personnel compétent et disponible
4. Tests fiables et au moins 5 tests par jour ouvrable/Assurance de qualité
5. Confidentialité
6. Lien avec la prise en charge médicale et communautaire
7. Complémentarité avec les interventions IEC/CCC
8. Travail en réseau

<b>AXE STRATEGIQUE II: PRISE EN CHARGE DES PVVIH</b>							<b>Cadre de suivi de l'atteinte des résultats</b>			
<b>Objectif: 12 Assurer le soutien socioéconomique aux OEV, et aux veuves du SIDA fréquentant les services sociaux et communautaires selon les normes nationale</b>										
Indicateurs clés de résultats		Année de base (2004)	Résultats ciblés par année					Sources et moyens de vérification	Fréquence de collecte	Responsable
			1	2	3					
1	% d'OEV pris en charge (logement, nourriture, habits, santé, scolarité...)		10 %	15 %	25 %			Rapports des activités et mission d'évaluation	Chaque année	Cellule de Lutte contre le SIDA
	• Niveau National		10 %	15 %	25 %					
	• Niveau Régional		10 %	15 %	25 %					

### **Critères d'opérationnalité des structures de soutien aux ORPHELINS et ENFANTS**

#### **VULNERABLES à cause du VIH/SIDA**

1. Conformité avec la politique et les stratégies de soutien aux orphelins
2. Satisfaction des besoins primaires (logement, nourriture, soins médicaux, habillement)

3. Scolarisation
4. Couverture des cibles
5. Couverture géographique
6. Travail en réseau
7. Rapports périodiques à jours

**Axe stratégique IVI: GESTION ET COORDINATION DE LA REPONSE  
NATIONALE AU VIH/SIDA**

**Cadre de suivi de l'atteinte des  
résultats**

**Objectif 15: : Renforcer la coordination nationale et régionale de la réponse au VIH/SIDA**

Indicateurs clés de résultats	Année de base (2004)	Résultats ciblés par année					Sources et moyens de vérification	Fréquence de collecte	Responsable
		1	2	3	4	5			
1 Nombre d'organes (Sections locales de Lutte contre opérationnels dans les DDEN et clubs de santé) • CLS/MEN • SLLS • Clubs de santé	1 16 1625	60 %	80 %	85 %			Rapports des activités et mission d'évaluation	Chaque trimestre	Cellule de Lutte contre le SIDA
• Niveau national	16	60 %	80 %	85 %					
• Niveau régional		60 %	80 %	85 %					
3 Plan national multisectoriel de trois ans élaboré et financé									
4 Nombre de plans opérationnels élaborés et mis en oeuvre (Secteurs, privés, ONG, régions, confessions)									
• Niveau national									
• Niveau régional									

**Critères d'opérationnalité des organes de coordination**

1. Textes pris
2. Personnel mis en place
3. Plan de suivi mis en oeuvre
4. Réunions périodiques
5. Rapports trimestriels et annuels

**Critères d'opérationnalité des organes de coordination des organisations de la société civile**

1. Composition
2. Fonctionnement
3. Plans d'action élaborés, financés et mis en oeuvre
4. Rapports périodiques à jour

Axe stratégique IV: GESTION ET COORDINATION DE LA REPONSE NATIONALE AU VIH/SIDA						Cadre de suivi de l'atteinte des résultats			
Objectif 16 : Renforcer le partenariat national et international pour l'exécution des plans opérationnels à tous les niveaux									
Indicateurs clés de résultats	Année de base (2004)	Résultats ciblés par année					Sources et moyens de vérification	Fréquence de collecte	Responsable
		1	2	3	4	5			
% de leaders d'opinion et de décideurs collaborant dans un partenariat local	2								
• Niveau national	2								
• Niveau régional	2								

1. Protocoles d'accord signés
2. Secrétariats ou points focaux opérationnels
3. Plans d'action de préfectures longeant les frontières élaborés et mis en oeuvre
4. Complémentarité avec d'autres interventions
5. Travail en réseau



